Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2018)
Heft: 2193

Artikel: Social-démocratie européenne: fin de parcours ou nouveau départ? : L'analyse d'un politologue averti et l'espérance d'un vieux socialiste

Autor: Linder, Wolf

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1023208

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

coopératif qui met l'accent sur le solaire et l'éolien.

Combien de ces 300 éoliennes seront-elles effectivement construites? La situation actuelle n'incline guère à l'optimisme. Voici quelques jours, le projet du parc du Mollendruz, comprenant 12 éoliennes, a été mis en échec par le vote d'un seul des villages concernés, La Praz, peuplé de 156 habitants. Cette petite commune n'élit pas de Conseil communal, mais tient au moins deux fois par an une assemblée des citoyens – un *«Conseil général»* dans le vocabulaire institutionnel vaudois. Le soir du vote sur le parc du Mollendruz, quelques habitants qui n'avaient jamais participé aux débats ont obtenu leur assermentation avec effet immédiat, ce qui leur a permis de faire basculer la majorité et de réduire à néant un projet de 85 millions en préparation depuis dix ans.

L'accord des trois communes concernées était nécessaire pour le passage à la réalisation. Le vote négatif de La Praz a suscité de très vives réactions au Grand Conseil du canton de Vaud et le dépôt d'un postulat par le député socialiste Nicolas Rochat Fernandez demandant d'étudier plusieurs solutions pour éviter ce genre de pataquès, y compris la généralisation du Conseil communal élu à toutes les communes.

Selon le rapport 2016 de la Fondation suisse pour la protection du paysage, la stratégie énergétique 2050 impliquerait la construction de 600 à 800 grandes éoliennes. La fondation considère que, sur ce nombre, 150 à 200 éoliennes pourraient être érigées en ayant un impact supportable pour le paysage. Cette évaluation nous semble bien optimiste au vu des obstacles auxquels se heurtent les projets actuels. Heureusement que la Grande-Dixence ou Mauvoisin ont été construits voici près de 60 ans. Il serait sans doute impossible aujourd'hui de réaliser ces grands barrages.

Il nous resterait tout au plus la possibilité d'acheter l'électricité produite par des centrales à charbon allemandes et des usines nucléaires françaises.

Social-démocratie européenne: fin de parcours ou nouveau départ?

L'analyse d'un politologue averti et l'espérance d'un vieux socialiste

Wolf Linder - 10 février 2018 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/32741

Libéralisme, conservatisme, socialisme, telles sont les idées politiques qui ont marqué les démocraties occidentales au cours du 20e siècle. Leur signification sociale a évolué, tout comme l'influence des partis politiques qui les ont portées.

Le conservatisme, incarné depuis 1945 par les partis démocrates-chrétiens et leur vision du monde, a connu dans plusieurs pays une renaissance sous une forme nationaliste et partiellement populiste. Plus personne ne parle aujourd'hui de l'ordolibéralisme d'inspiration allemande qui confiait un rôle important à l'Etat. Les cartes maîtresses du néolibéralisme – marchés sans frontières et Etat minimal – sont devenues des modèles imprégnant la pensée bien au-delà de la politique.

Et le socialisme? L'effondrement du socialisme d'Etat a marginalisé les idées communistes, là où elles n'ont pas simplement disparu. La social-démocratie, représentante des intérêts des salariés face au capital, a contribué de manière décisive à l'édification des démocraties sociales occidentales. Mais au cours des deux dernières

décennies, elle a non seulement subi une érosion de son électorat, mais, plus grave encore, elle n'a pas réussi à développer de nouvelles idées pour contrer les modèles néolibéraux et national-conservateurs.

Les explications du déclin des partis sociaux-démocrates ne manquent pas. S'ils ont réussi à attirer les fonctionnaires et nombre de personnes bien formées, ils ont perdu les salariés de l'industrie, elle-même en recul, ainsi que les ouvriers et les employés peu qualifiés.

Le profil de la gauche pâlit. L'Etat social a acquis progressivement un statut de normalité qu'incarnent aussi bien la chancelière Merkel que son prédécesseur Schröder. On pense que l'Etat social a atteint son apogée, rendant ainsi superflue la social-démocratie.

Comment en est-on arrivé là?

La première réponse, évidente: l'immigration! Dans la plupart des pays européens, la gauche s'est opposée à une limitation de l'immigration. Une attitude décisive pour comprendre l'abandon du PSS par les travailleurs dès les années 1970, l'effondrement du parti socialiste français tout comme les récentes défaites des socialistes allemands et autrichiens. De même, la libre circulation des personnes a constitué le motif décisif du Brexit: en Grande-Bretagne comme ailleurs, les milieux populaires vivent et pensent l'immigration d'une tout autre manière que les partisans de la libre circulation, de droite comme de gauche.

La deuxième réponse n'est guère plus éloignée: le populisme! Voilà la raison de ce nouveau conservatisme qui, aux Etats-Unis comme en Europe, a siphonné l'électorat du camp social-libéral. En effet, la plupart des partis nationalistes-conservateurs donnent dans le populisme et cette rhétorique qui stigmatise les *«fausses»* élites *«immorales»*. Les populistes aspirent au pouvoir avec la prétention d'être les seuls à représenter la *«vraie»* volonté populaire. Cette rhétorique trompeuse monterait l'électorat contre les forces politiques raisonnables et contribuerait à l'affaiblissement des forces social-libérales.

Le diagnostic n'est pas entièrement faux. Mais il ignore le fait que le populisme ne se réduit pas à une simple rhétorique. Aux Etats-Unis tout au long du 19e siècle, on observe un fil rouge qui explique son succès. Le populisme mobilise les perdants de l'évolution économique et sociale. Trump aux Etats-Unis, Le Pen en France, Orban en Hongrie, Kaczinsky en Pologne, tous rassemblent les perdants, les déçus, ceux qui se sentent impuissants.

Il a fallu la victoire de Trump pour que les élites dirigeantes comprennent qu'aujourd'hui de larges couches sociales – dans les *rust belts*, ces régions américaines abandonnées par l'industrie, en France dans les banlieues et les provinces en déclin économique, mais également dans les pays d'Europe centrale – se sentent dépassées par le rythme des transformations de leur société. Et, progressivement, les élites prennent conscience de la réalité: cette perte de confiance observable chez les perdants résulte non seulement de problèmes *«ressentis»* ou imaginaires, mais aussi de préoccupations bel et bien réelles.

Ces problèmes, aussi différents soient-ils d'un individu à l'autre, ont un dénominateur commun: la globalisation que l'économiste américain Dani Rodrik appelle *«l'hyperglobalisation»*, le préfixe indiquant ses excès. La libre circulation des capitaux, des biens et des services ainsi que des personnes a certes amélioré le niveau de vie de beaucoup de gens. Mais, dans tous les pays concernés, elle a fait des perdants dans différentes catégories sociales. La délocalisation des emplois dans les pays à bas salaires a provoqué un taux de chômage que de nombreux pays européens n'avaient plus connu depuis la crise des années 1930. Pour les travailleurs les moins qualifiés, la globalisation représente une menace plutôt qu'une chance. Leurs emplois sont menacés et leurs salaires diminuent.

Ils supportent les inconvénients de l'immigration et se sentent dégradés. Les classes moyennes ne sont pas épargnées: leurs revenus stagnent alors qu'un petit nombre accapare la richesse. Réduction d'impôts pour les entreprises et les mieux lotis, coupes dans les prestations sociales: ainsi se résume le programme néolibéral en

vigueur en Europe, du Portugal à la Pologne.

Voilà qui devrait favoriser la gauche classique qui milite pour la protection des salariés contre les intérêts du capital. Pourtant les perdants de la globalisation ne se tournent pas vers la gauche, mais vers les droites et les nationalistes-conservateurs. Pourquoi?

L'erreur de Blair et Schröder

La social-démocratie a commis une erreur d'appréciation fondamentale. Historiquement attachée à l'internationalisme et à la sauvegarde de la paix par le biais d'instances supra-étatiques, elle a soutenu la globalisation et la construction européenne.

Tony Blair en Grande-Bretagne et Gerhard Schröder en Allemagne n'ont certes pas abandonné les laissés pour compte de la globalisation, mais ils ont tenté un grand écart entre les exigences du commerce mondial et les aspirations sociales. Du coup, ils n'ont pas compris que l'ambition européenne se réduisait progressivement à un projet économique néolibéral, avec des attitudes néocoloniales à l'égard de l'Europe de l'Est et du Sud. L'ambition dite *«sociale»* de l'Union européenne s'avère une tromperie. L'émigration à sens unique, issue de pays économiquement faibles tels que la Roumanie ou la Bulgarie, ou en provenance d'Afrique, ne corrige pas l'inégalité des niveaux de développement; elle n'améliore pas davantage le sort des pauvres qui restent sur place.

La gauche a également sous-estimé les effets de la centralisation des pouvoirs à Bruxelles: les parlements nationaux ont perdu de leurs compétences et les démocraties de leur substance. Or l'Europe est riche de sa diversité politique et culturelle, incompatible avec un projet du style Etats-Unis d'Europe. De Gaulle l'avait bien compris, qui préconisait une *«Europe des patries»*.

Un profil plus marqué à gauche – plus près de Jeremy Corbyn que de Tony Blair pour le parti travailliste par exemple – ne suffit pas à faire face à cette situation. Car l'économie a profondément changé. Le capitalisme globalisé ne peut être jugulé en recourant aux recettes de la politique keynésienne appliquées dans les années 1970.

Les sociaux-démocrates auraient désappris le langage de leur électorat, prétend-on. Mais il s'agit de beaucoup plus que de vocabulaire. L'historien britannique Tony Judt l'a bien montré: la pénétration de la pensée néolibérale dans la société nous a fait perdre à la fois le sens de la solidarité et la conscience de la nécessité de l'action publique pour satisfaire les besoins fondamentaux, qui ne sont pas solubles dans la marchandisation à tout va. La social-démocratie s'est ralliée plus que de nécessité au dogme de l'efficacité du marché pour résoudre tous les problèmes. Elle accepte trop souvent l'application de critères exclusivement économico-financiers aux politiques publiques.

Les politiciens de gauche s'illusionnent en croyant que la démocratie et la solidarité sociale ne connaissent pas de frontières et peuvent exister en dehors d'un Etat national. C'est en réalité tout le contraire. Dans la société guidée par le marché dominent l'égoïsme des individus et leur aveuglement structurel. Ils en viennent à oublier la nécessité de rendre durable la production et la consommation, tout comme le lien entre droits et devoirs. Tout comme ils perdent la conscience du fait que l'Etat n'a pas seulement à préserver les conditions-cadres faites à l'économie, mais aussi – et d'abord – les intérêts généraux et à long terme de la société. Qu'il n'a pas seulement à garantir le plus possible de libertés, mais aussi à défendre des frontières assurant une sécurité aux citoyennes et aux citoyens, bref une patrie.

Un nouveau départ

La social-démocratie européenne doit prendre un nouveau départ qui n'exige donc pas seulement de se confronter à la politique économique liée à la globalisation. Elle doit également affronter la perte des liens sociaux et de l'intégration à l'échelle locale qu'induit une société dominée par le marché.

Que cela signifie-t-il pour la social-démocratie helvétique? Certes, elle partage largement les

parcours et détours de ses partis frères européens, tels que décrits ci-dessus. Mais elle travaille dans d'autres conditions. Minoritaire dans un pays majoritairement bourgeois, la gauche helvétique n'a jamais pu imposer son agenda ni exercer une influence significative sur les grandes options de la politique nationale, comme l'ont fait hier les radicaux et aujourd'hui l'UDC. Il en va de même pour le dossier européen. La justice sociale a constitué des décennies durant la priorité du PSS. Mais ce parti a également su contester la majorité bourgeoise, voire la mettre en échec, par exemple dans les domaines des transports, de l'énergie, de la défense nationale ou des banques. Le PSS a toujours été partie inhérente au système, jouant un rôle indispensable au bon fonctionnement de la Suisse et de sa démocratie. Mais la concordance engendre une majorité inamovible qui succombe à la tentation de l'exercice du pouvoir pour lui-même, typique de ceux qui croient tout savoir et ne plus rien avoir à apprendre.

Le PSS peut-il reconquérir l'électorat qu'il entend représenter – les ménages à bas revenus et les personnes peu formées – perdu au profit de l'UDC, tout en gardant ses nouveaux électeurs aisés? En tous cas pas en suivant une ligne populiste de gauche. Par contre un positionnement plus critique en matière de politique économique pourrait s'avérer plus favorable. Pour cela, il faudrait refuser la soi-disant fatalité de l'hyperglobalisation et contester la politique néolibérale de l'Union européenne, en cherchant à les faire évoluer dans un sens plus conforme aux valeurs de la social-démocratie.

Le PSS se trouve à mi-chemin. Il a mis en œuvre ses priorités avec un certain succès en matière écologique et dans la lutte contre la privatisation des entreprises publiques. Mais rien de tel dans la politique migratoire où une troisième force fait actuellement défaut.

S'agissant des problèmes de société, le courant social-libéral européen penche vers une politique identitaire en faveur des minorités, voire de groupes marginaux. Cela constitue un cul-de-sac pour la social-démocratie: ainsi lorsque dans la politique des genres on donne plus d'importance à l'accession des femmes aux postes de responsabilité qu'aux écarts de salaire entre dirigeants et femmes de ménage. De même lorsque l'accueil généreux des réfugiés n'est pas lié à la lutte contre les causes économiques de la migration du Sud vers le Nord. Ou lorsque la politique des bourses d'études occulte le fait que les jeunes des milieux défavorisés ont cinq fois moins de chances d'obtenir un diplôme de maturité. Voilà des champs d'action en friche, ignorés par les forces politiques. En les travaillant, la social-démocratie regagnerait beaucoup de sa crédibilité politique.

Les sociaux-démocrates parviendront-ils à réinventer un modèle de société? A proposer des alternatives crédibles au libéralisme et au conservatisme en suggérant *«Moins plutôt que plus de globalisation»*, *«Dépassement des inégalités de développement économique plutôt que libre circulation»* et autres projets semblables?

Il s'agit de prendre un nouveau départ plutôt que de subir une fin de parcours. Tel est mon vœu personnel de socialiste convaincu et mon espoir de citoyen aspirant à une autre Suisse.

Sur le site, la première partie de cet article a été publiée le 04.02.2018. Traduction DP d'après l'original allemand. Une version de cet article est parue dans la Weltwoche *du 22.01.2018.*